Les deux piliers de l’UE vacillent

Le 15-04-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Le 15 avril 2020

"Trop tard. Mi-mars, après moult atermoiements, la Commission européenne s'est résignée à invoquer la « clause dérogatoire générale », encore jamais utilisée, qui suspend officiellement l'austérité. Les Etats sont autorisés à dépenser sans compter. C'est la seule chose que Bruxelles pouvait faire de bien : ne plus surveiller, ne plus menacer, ne plus sanctionner – en un mot, la boucler.

Sauf que le mal est fait. Pendant ses vingt-trois ans d'existence, le pacte de stabilité a constitué une arme de destruction massive des dépenses publiques des Etats membres, avec les services publics en première ligne."

C'est ainsi que commence l'éditorial du numéro 94 daté du 6 avril 2020 du journal *Ruptures,* signé Pierre Levy.

Ne manquez pas de lire la suite : c'est clair et argumenté. Est-ce utile de préciser que le Pardem partage les analyses de ce texte ? Nous le diffusons avec l'accord de son auteur.

Trop tard. Mi-mars, après moult atermoiements, la Commission européenne s'est résignée à invoquer la « clause dérogatoire générale », encore jamais utilisée, qui suspend officiellement l'austérité. Les Etats sont autorisés à dépenser sans compter. C'est la seule chose que Bruxelles pouvait faire de bien : ne plus surveiller, ne plus menacer, ne plus sanctionner – en un mot, la boucler.

Sauf que le mal est fait. Pendant ses vingt-trois ans d'existence, le pacte de stabilité a constitué une arme de destruction massive des dépenses publiques des Etats membres, avec les services publics en première ligne. D'où le désastre tragique en matière de santé publique. En France par exemple, le nombre de lits d'hospitalisation par habitant a été… divisé par deux en trois décennies. Ni le chaos, ni la panique, ni le confinement ne seraient survenus si le pays avait disposé des masques, des tests, des respirateurs, et des personnels nécessaires – bref, si le gouvernement, et tous ses prédécesseurs engagés dans la logique européenne, avaient pris en compte les revendications de l'hôpital public plutôt que de le laminer.

Ce n'est sans doute pas un hasard si l'Italie est au cœur du cyclone. L'hebdomadaire allemand Freitag rappelait récemment comment l'UE avait exigé de Rome, en 2011, une diminution des capacités de soin de 15%, justement au moment où Bruxelles remplaçait Silvio Berlusconi, jugé trop mou, par l'ancien Commissaire européen Mario Monti.

Les Vingt-sept, paniqués par le double tsunami sanitaire et économique, ont donc « suspendu » l'austérité. Mais pour combien de temps ? Car sans le corset du pacte de stabilité, la monnaie unique ne peut tenir longtemps.

Avec l'euro, l'espace de libre circulation Schengen constitue le second pilier célébré par les Européistes. Déjà ébranlé lors de la crise des migrants, il vacille désormais sur ses bases. En l'espace de quelques jours, pas moins de quinze pays – dont l'Allemagne – ont repris le contrôle voire bouclé leurs frontières dites « intérieures », piétinant ainsi les règles les plus sacrées. Le président français fut l'un de ceux qui, jusqu'au 12 mars, affirmaient qu'il convenait de laisser celles-ci ouvertes. Avant, quelques jours plus tard, de décider avec ses pairs de fermer les frontières dites extérieures. Curieux virus, décidément, qui semble faire la différence entre pays membres du club européen et les autres.

Dans la débandade générale, on a vu Paris et Berlin décréter que les précieux masques de protection devraient être prioritairement consacrés à leurs services de soin nationaux – un réflexe logique, qui témoigne que la nation reste ancrée comme le cadre de protection par excellence, mais qui a mis Bruxelles en transes – tandis que Prague subtilisait les masques envoyés à l'Italie par la Chine. L'Italie, justement, qui s'est vu offrir des empathiques condoléances par l'UE ; et des matériels, des personnels soignants et des militaires logisticiens par Pékin, donc, mais aussi par la Russie et par Cuba… Sur les réseaux sociaux de la Péninsule tournent en boucle des millions de messages avec une seule idée : on s'en souviendra. Le ministre des

Affaires étrangères, Luigi di Maio, n’a pas dit autre chose.
Jacques Delors confie que l’UE « court un danger mortel », tandis que le président français estime que la « survie du projet européen est en jeu »
Depuis quelques semaines, pour les partisans de l’intégration européenne qui commençaient à réaliser avec terreur que le Brexit pourrait bien être une réussite, il ne pouvait y avoir pire scénario. Le Monde concédait dans un éditorial (20/03/20) que « le chacun pour soi qui prévaut au sein de l’UE n’(a) rien qui puisse donner des regrets aux Britanniques » d’avoir quitté le bloc. Pour sa part, l’hôte de l’Elysée évoquait le 12 mars, pour l’après, une « réflexion sur un changement de modèle » où il conviendrait de « reprendre le contrôle ». Ironie de l’histoire : l’expression est la traduction mot pour mot du slogan central des Brexiters… Même si son appel à « construire une France, une Europe souveraine », contradictoire dans les termes (deux souverainetés concurrentes ne peuvent cohabiter), confirme son attachement au dogme.
Mais l’angoisse monte. Alors que le fameux couple franco-allemand a disparu des radars, le quotidien du soir alertait à nouveau le 28 mars : « l’UE joue sa survie ». Peu avant, Bruno Le Maire évoquait un test crucial pour l’UE. Deux jours plus tard, Jacques Delors confiait qu’elle « court un danger mortel ». Un effroi réitéré par le président français estimant que la « survie du projet européen est en jeu ».
Une épidémie peut en cacher une autre. Bien plus réjouissante.

Pierre Lévy – @LEVY_Ruptures

https://ruptures-presse.fr/actu/commission-coronavirus-crise-sanitaire-economique/

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire